

Une semaine à haut risque pour les marchés !

- **S&P 500 : 4 614 (+ 0,2%) / VIX : 16,41 (+ 0,9%)**
- **Dow Jones : 35 914 (+ 0,3%) / Nasdaq : 15 596 (+ 0,6%)**
- **Nikkei : 29 517 (- 0,4%) / Hang Seng : 25 164 (+ 0,04%) / Asia Dow : - 0,01%**
- **Pétrole (WTI) : 84,2 \$ (- 0,1%)**
- **10 ans US : 1,551% / €/€ : 1,1604 \$ / S&P F : - 0,2%**

(À 7h15 heure de Paris, Source : Marketwatch)

Indice S&P 500



Etats-Unis

Les marchés américains débutent la semaine sur une petite hausse, même si les indices ont évolué sans grande tendance une grande partie de la séance, passant du positif au négatif, et inversement. Seule une accélération sur la dernière heure permet à l'indice S&P 500 d'afficher une hausse de 0,2% et du Nasdaq de 0,6%. Le Dow Jones, qui avait franchi la barre symbolique des 36 000 points en début de séance, clôture finalement à 35 913, en hausse de 0,3%. Les investisseurs restent prudents avant l'annonce probable, mercredi soir, d'une réduction des achats obligataires de la banque centrale américaine, malgré des indicateurs économiques plus mitigés. Mais, les fortes tensions inflationnistes ou salariales (cf. l'ECI publié vendredi) imposent un début de normalisation de la politique monétaire du Fed. Les chiffres de l'emploi du BLS, vendredi, seront aussi attendus avec impatience. Huit des onze secteurs du S&P 500 sont dans le vert, tirés par celui de l'énergie (+ 1,6%) puis des produits de grande consommation (+ 1,5%). Les secteurs en territoire négatif étaient les services de communication (- 0,7%) et dans une moindre mesure les technologies de l'information (- 0,1%). Les indices ont aussi profité d'une nouvelle hausse de l'action Tesla (+ 8,5%) mais l'action Apple (- 0,6%) ou Alphabet (- 3,1%) ont pesé sur le secteur technologique.

Au niveau des valeurs, Harley-Davidson (+ 9,1%) est le premier bénéficiaire de l'accord commercial conclu ce week-end entre les Etats-Unis et l'Europe. Washington a abandonné la surtaxation de l'acier et de l'aluminium européen. En contrepartie, Bruxelles n'infligera pas un droit de douane de 50% sur certains produits américains, comme les motos et les spiritueux. Coca-Cola (- 0,4%) a annoncé un accord en vue de racheter le fabricant américain de boissons énergétiques BodyArmor pour 5,6 Mds \$. Coca-Cola, qui détient déjà 30% du groupe, est en discussion avec les fondateurs et des investisseurs. La valeur d'entreprise de BodyArmor atteindrait ainsi 8 Mds \$. Des salariés d'Amazon (- 1,6%) dans plusieurs entrepôts en Allemagne ont entamé une grève. AMC (+ 4,8%) a annoncé que les entrées aux cinémas en octobre étaient les plus élevées depuis le début de la pandémie. Le groupe chinois Ganfeng Lithium et sa filiale GFL International ont signé un contrat de fourniture de batteries pour une durée de trois ans avec le constructeur américain Tesla (+ 8,5%) à compter de 2022. Sega a annoncé étudier une alliance stratégique avec Microsoft (- 0,7%) pour développer des titres de jeux vidéo à gros budget via Azure, la plateforme d'informatique dématérialisée du groupe américain. Goldman Sachs (+ 0,8%) va lancer un nouveau service permettant aux investisseurs de miser sur

des SPAC (*Special Purpose Acquisition Company*). Ce service se présente sous la forme d'une obligation de deux ans rapportant des intérêts. A l'occasion du congrès 2021 de la Society for Melanoma Research (SMR), Merck (- 0,2%) a annoncé de nouvelles données d'un essai pivot soutenant l'indication de Keytruda dans le mélanome avancé. La plateforme collaborative de jeux Roblox qui a fait face à une panne de deux jours ce week-end causée par un problème interne, a perdu 3,4%.

Asie

Les performances des indices asiatiques sont diverses, ce matin. L'indice Nikkei reprend son « souffle » après sa forte hausse d'hier, suite à l'annonce des résultats des législatives, d'autant que la Bourse de Tokyo sera fermée mercredi (jour du *FOMC*) en raison d'un jour férié au Japon. Les minutes de la dernière réunion de la BoJ ont été aussi publiées. Les membres ont débattu, en septembre, de l'avenir du programme de prêts déployé face à l'épidémie de coronavirus, l'un d'entre eux proposant d'y mettre progressivement fin une fois que l'impact économique de la crise sanitaire s'amenuisera mais certains des neuf membres du conseil de la BoJ ont souligné la nécessité de continuer à soutenir les entreprises avec le programme d'emprunts mis en place l'an dernier. Alors que le secteur des services est toujours affecté par la crise sanitaire, les marchés anticipent une troisième extension du programme de prêts. Il est probable qu'une décision soit prise dès la réunion de décembre. Ils ont tous convenus que la BoJ devait maintenir sa politique monétaire ultra-accommodante afin de soutenir l'économie, fragilisée par la crise sanitaire, alors même que d'autres banques centrales ont commencé à resserrer leurs mesures de soutien pour faire face à l'inflation grandissante. Au niveau valeurs, les deux principales compagnies aériennes ANA Holdings (+ 2,3%) et Japan Airlines (+ 1,9%) étaient portées par des informations du quotidien Nikkei selon lesquelles le Japon devrait prochainement réduire ses mesures de quarantaine contre la Covid-19 pour les voyageurs vaccinés, sans pour autant autoriser de nouveau l'accès du pays aux touristes étrangers pour le moment.

De son côté, la banque centrale d'Australie a laissé inchangée sa politique monétaire avec un *cash rate* à 10 pb et l'achat de 4 Mds \$ d'obligations d'Etat au moins jusqu'à la mi-février 2022. Par contre, la banque centrale abandonne son objectif de taux sur les obligations d'Etat d'avril 2024. Depuis plusieurs séances, cet objectif n'était pas atteint et le président de la RBA a indiqué « *the yield target has been effective and has supported the recovery of the Australian economy. But its effectiveness as a monetary policy tool declined as expectations about future interest rates shifted due to the run of data and the forecast progress towards our goals* ». Au niveau de l'économie, les membres de la RBA considèrent que l'activité se redresse grâce aux progrès sur la vaccination et la RBA anticipe une croissance de 3% du PIB en 2021 et 5,5% l'année prochaine. Une source importante d'incertitude demeure : la possibilité d'un nouveau revers sur le front de la santé. L'inflation s'est redressée mais le « noyau dur » reste faible. La prévision centrale est d'une inflation sous-jacente d'environ 2,25 % en 2021 et 2022 et de 2,5 % en 2023. La croissance des salaires devrait s'accélérer progressivement à mesure que le marché du travail se resserre. En conclusion, le communiqué de la RBA est plus prudent sur sa *forward guidance* sur les taux directeurs : « *Given the information we currently have to hand, it is still entirely possible that the cash rate will remain at its current level until 2024. But it is also possible that an earlier move will be appropriate* ». Toutefois, le communiqué indique aussi « *the latest data and forecasts do not warrant an increase in the cash rate in 2022. I recognise that some other central banks are raising rates, but our situation is different. The Board will not increase the cash rate until inflation is sustainably in the target range* ». La bourse australienne est en recul de 0,6% ce matin.

Les indices chinois connaissent des mouvements opposés. Le Hang Seng résiste, restant quasiment à l'équilibre, mais Shanghai recule de 1,9%. Le Kospi est en hausse de 1,2%.

Change €/€



Taux 10 ans (US)



Changes et Taux

L'euro s'est redressé un peu sur la séance d'hier face au dollar après avoir atteint un plus bas en deux semaines vendredi, tandis que le yen restait proche de son plus bas niveau en quatre ans face au billet vert. Le franc suisse se renforce de façon notable. A la clôture de Wall Street, l'euro avançait de 0,4% à 1,1603 \$ après avoir touché vendredi son plus bas en quinze jours à 1,1536 \$. Le franc suisse atteignait un sommet en deux ans face à la monnaie unique européenne, à 1,0554 franc suisse pour un euro. Par contre, le yen cédait 0,6% à 114,02 yens pour un dollar, s'approchant de son plus bas depuis novembre 2017 atteint plus tôt dans le mois (à 114,70 yens). Le yen reculait également face à l'euro (- 0,4% à 132,30 yens). Les résultats des élections législatives dimanche n'ont pas suffi à raviver une devise. L'inflation reste atone au Japon, poussant sa Banque centrale à l'immobilisme alors que les autres instituts monétaires envisagent des durcissements de politique monétaire. Du côté de la livre britannique, les marchés estiment qu'une hausse des taux pourrait être annoncée dès ce jeudi.

Le marché obligataire a connu une petite consolidation : les T-Bonds se tendent de + 1,2 pb, à 1,567% à quelques heures de la probable confirmation d'un *tapering* de la banque centrale. Peu de mouvement en Europe, la journée étant semi-fériée (- 1 pb symbolique sur les Bunds et les OAT), le mouvement le plus notable concernait les taux longs italiens : + 8 pb à 1,2200% (soit + 25 pb en 4 séances). Enfin, les Gilts britanniques se sont un peu redressés, permettant une détente de - 1,7 pb du 10 ans à 1,0405%.

Pétrole (WTI)



Pétrole

Les cours du pétrole ont accéléré sur la séance d'hier, les investisseurs estiment que les appels du gouvernement Biden à augmenter la production seront ignorés par l'OPEP+. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier, dont c'était le premier jour de cotation, a terminé, à Londres, en hausse de 1,2% à 84,71 \$ par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le WTI pour le mois de décembre a pris 0,6% pour finir à 84,05 \$. Les membres de l'OPEP+ se retrouvent virtuellement, ce jeudi, par visioconférence pour leur réunion mensuelle. Jusqu'ici, les 23 pays producteurs s'en sont tenus au calendrier défini en juillet et qui prévoit que la production soit relevée, chaque mois, de 400 000 barils par jour. Dimanche, en marge du sommet du G20 organisé à Rome, le président américain Joe Biden a critiqué la stratégie de l'OPEP+ : « L'idée que la Russie, l'Arabie saoudite et d'autres producteurs majeurs ne prévoient pas de pomper plus de pétrole pour que les gens aient de l'essence pour aller au travail, ce n'est pas juste ». Mais, hier, le ministre du Pétrole du Koweït, Mohammed Al-Fares, cité par l'agence officielle Kuna, a estimé que le maintien en l'état de la stratégie définie par l'OPEP+ garantissait « une offre suffisante ». Pour lui, cette politique « a prouvé son efficacité pour préserver l'équilibre et la stabilité des marchés » du pétrole.

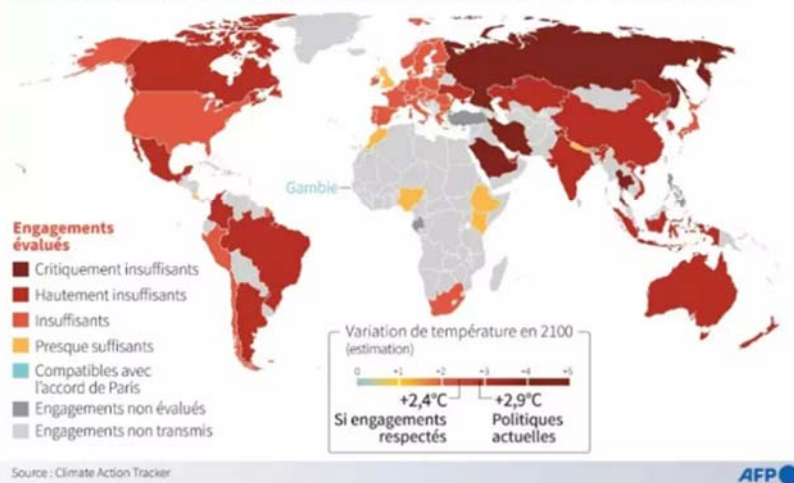
Les « news Market Mover »

- **COP 26 : Les dirigeants ont surtout réaffirmé leurs objectifs et insisté sur l'urgence à agir sans nécessairement annoncer de nouveaux engagements. Toutefois, selon le gouvernement britannique, une déclaration commune serait adoptée pour limiter la déforestation.**
- **Yellen : l'économie américaine n'est pas en « surchauffe ».**
- **La coalition gouvernementale au Japon a réussi à conserver une large majorité, un plan de relance devrait être rapidement voté.**

Le monde doit agir maintenant pour « sauver l'humanité » des catastrophiques impacts du réchauffement, a exhorté lundi le secrétaire général de l'ONU. « L'humanité a longtemps joué la montre sur le climat. Il est minuit moins une sur l'horloge de l'apocalypse. Nous devons agir maintenant », a renchéri le Premier ministre britannique Boris Johnson. Mais **les dizaines de dirigeants qui se sont succédé à la tribune ont surtout réaffirmé leurs objectifs et insisté sur l'urgence à agir sans nécessairement annoncer de nouveaux engagements**. Lors du sommet du G20 ce week-end à Rome, les grandes économies de la planète responsables de près de 80% des émissions mondiales, n'avaient pu s'accorder sur une date précise pour cette neutralité carbone, évoquant « le milieu du siècle ». Toutefois, selon le gouvernement britannique, une déclaration commune serait adoptée par plus de cent pays abritant 85% des forêts mondiales, dont la forêt boréale du Canada, la forêt amazonienne au Brésil ou encore la forêt tropicale du bassin du Congo pour s'engager à enrayer la déforestation. L'initiative, qui bénéficiera d'un financement public et privé de 19,2 Mds \$. Parmi les signataires figurent le Brésil et la Russie, pays pointés du doigt pour l'accélération de la déforestation sur leurs territoires, ainsi que les Etats-Unis, la Chine, l'Australie ou la France. Les patrons de plus de 30 institutions financières comme Aviva ou Axa vont de leur côté s'engager à ne plus investir dans les activités liées à la déforestation, selon Downing Street.

CLIMAT : DES ENGAGEMENTS LARGEMENT INSUFFISANTS COP26

Parmi les 36 pays et l'Union européenne évalués par le groupe de réflexion Climate Action Tracker, seule la Gambie a annoncé des objectifs suffisants pour limiter à 1,5°C le réchauffement climatique en 2100



L'économie américaine n'est pas en surchauffe et si l'inflation est plus élevée que ces dernières années, cela tient surtout aux perturbations causées par la pandémie de COVID-19, a déclaré la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, lors d'une conférence de presse lundi à Dublin. « Je ne dirais pas que l'économie américaine est actuellement en surchauffe. Il y a 5 millions d'emplois vacants par rapport au niveau pré-pandémique, la population active a diminué et les raisons sont liées à l'épidémie de la COVID-19 », a souligné Janet Yellen. La secrétaire au Trésor a dit s'attendre à ce que les contraintes qui pèsent sur l'emploi et les

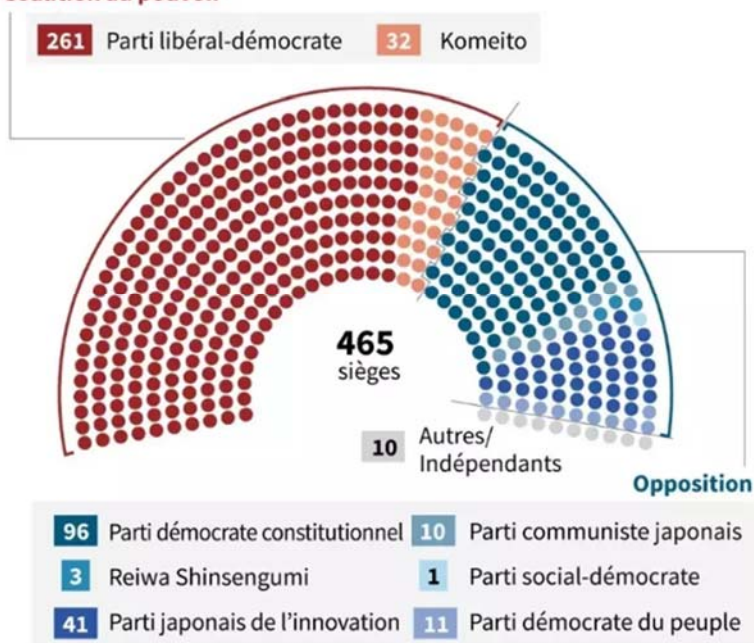
difficultés de la chaîne d'approvisionnement s'atténuent à mesure que la pandémie sera maîtrisée, notant que la hausse de la demande de biens durables aux États-Unis est survenue à un moment où il était difficile de se procurer ce type de biens.

La coalition gouvernementale au Japon a réussi à conserver une large majorité, perdant moins de sièges que prévu lors d'élections législatives dimanche qui constituaient un premier test majeur pour le Premier ministre Fumio Kishida. Son Parti libéral-démocrate (PLD, droite nationaliste) et son partenaire, le Komeito (centre-droit), ont remporté 293 des 465 sièges à la Chambre basse du Parlement, dont 261 pour le PLD seul, selon les derniers décomptes des médias japonais. Bien qu'il s'agisse d'un léger recul par rapport aux 305 sièges que ces deux partis détenaient précédemment, leur coalition garde une ample majorité absolue. Le taux officiel de participation aux législatives s'est établi à 55,93%, le troisième plus bas depuis l'après-guerre mais en légère progression par rapport aux élections de 2017. Dès dimanche soir, M. Kishida avait déclaré qu'il comptait désormais aller très vite sur le nouveau plan de relance massif qu'il a promis pour accélérer la reprise économique au Japon, en voulant faire voter un budget supplémentaire d'ici la fin de l'année. Ayant fait de la lutte contre la Covid-19 sa priorité numéro un, il veut également combattre les inégalités sociales, mais avec des mesures encore floues.

Élections législatives au Japon

Chambre basse des représentants, résultats provisoires

Coalition au pouvoir



Source : NHK

AFP

 **aurel bgc**

en collaboration avec



Ce document est un extrait du Morning Economique d'Aurel BGC/Altair Economics et peut être considéré comme un avantage non-monnaire mineur. Il ne contient aucune recommandation d'analyste mais a pour but de résumer des informations publiques. Il est également disponible gratuitement et sans limitation sur le site internet d'Aurel BGC.

Disclaimer

Ce document d'information s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels et d'investisseurs qualifiés. Bien que les informations exposées dans ce document proviennent de sources considérées comme dignes de foi, Aurel-BGC et ses filiales n'en garantissent ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Les opinions et appréciations peuvent être modifiées ou abandonnées sans avis préalable. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Les calculs et évaluations présentés ont pour but de servir de base à nos discussions. Vous vous engagez à effectuer de façon indépendante votre propre évaluation de l'opportunité et de l'adaptation à vos besoins des opérations proposées, notamment en ce qui concerne les aspects juridiques, fiscaux et comptables. En outre, ce document ne peut être considérée comme une offre ou une sollicitation de souscription, d'achat, de vente ou de prêt de valeurs mobilières ou autres instruments financiers et n'a pas vocation à servir de base à un quelconque contrat. La responsabilité d'Aurel-BGC ne saurait être engagée, en cas d'erreur ou d'omission de la part de la Recherche crédit d'Aurel-BGC, ou en cas d'investissement inopportun de votre part. Aurel-BGC peut entretenir ou avoir entretenu des rapports avec les entreprises concernées par le présent document ou leur avoir fourni des services d'investissement. Occasionnellement, Aurel-BGC, ainsi que ses collaborateurs (autres que les auteurs de ce document) peuvent détenir des positions sur les instruments mentionnés dans le présent document. Aurel-BGC et ses filiales ou les personnes qui y sont associées peuvent avoir une position acheteuse ou vendeuse sur des valeurs mobilières ou autres instruments financiers auxquels il est fait référence ici. Aurel-BGC n'est pas dans l'obligation de mettre à jour les informations contenues dans ce document.

Aurel-BGC dispose et gère des procédures de « barrières à l'information » pour prévenir et éviter les conflits d'intérêts eu égard aux recommandations d'investissement. Ces procédures peuvent être détaillées sur demande auprès du Responsable de la conformité des services d'investissement.

Ce document étant la propriété d'Aurel-BGC et/ou d'une de ses filiales, toute reproduction même partielle ou divulgation à des tiers est interdite sans l'autorisation préalable d'Aurel-BGC. Le présent document n'est pas destiné à une clientèle privée.

Ce document ne peut pas être diffusé en dehors de l'Union Européenne. Ce document ne peut être distribué dans cette forme à quiconque aux Etats-Unis. BGC Financial L.P., société de droit américain du groupe BGC Partners assure la distribution de la recherche d'Aurel BGC auprès des « major US institutional investors ».

Aurel BGC, filiale du groupe BGC Partners, est une entreprise d'investissement réglementée par l'Autorité de Contrôle Prudenciel et de Résolution, ainsi que par l'Autorité des Marchés Financiers.

Un avertissement complet sur les activités de recherche d'Aurel BGC se trouve sur www.aurel-bgc.com

Copyright © Aurel-BGC, 2021, Tous droits réservés.